

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon

Rédactrice en chef Anne Dujin

Rédacteur en chef adjoint Jonathan Chalier

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Comité de rédaction

Joseph Bahout, Françoise Benhamou, Hamit Bozarslan, Sylvie Bressler,
Fabienne Brugère, François Crémieux, Carole Desbarats, Élise Domenach,
Michaël Fœssel, Antoine Garapon, Joël Hubrecht, Annick Jamart, Justine Lacroix,
Anne Lafont, Manuel Lafont Rapnouil, Emmanuel Laurentin,
Guillaume Le Blanc, Nicolas Léger, Michel Marian, Marie Mendras,
Jean-Claude Monod, Hélène Mugnier, Véronique Nahoum-Grappe,
Bernard Perret, Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Yves Pranchère,
Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

Comité d'honneur

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Jean-Marc Ferry,
Nicole Gnesotto, Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin,
Patrick Mignon, Thierry Paquot, Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud,
Irène Théry, Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

À plusieurs voix

**Belmondo, le carnaval
à lui tout seul**

Olivier Mongin

p. 10

**Hidalgo et Pécresse :
le temps des femmes
en haut de la République**

Michel Marian

p. 13

**Le pouvoir de révoquer
les élus**

Pierre-Étienne Vandamme

p. 16

**Que reste-t-il
des Indignados ?**

Hedwig Marzolf

p. 20

**Jaffa et Lod : spectres
de guerre civile**

Daniel Monterescu

et Yoann Morvan

p. 25

**Journalistes
en Russie**

Marie Mendras

p. 29

**Derrière le retrait
d'Afghanistan**

Manuel Lafont Rapnouil

p. 32

Leçons rwandaises

Introduction

Antoine Garapon,

Joël Hubrecht

et Emmanuel Laurentin

p. 38

« Nous devons poursuivre »,

**Le génocide des Tutsi
et le devoir de la recherche**

Vincent Duclert

p. 43

**Une autre politique était
possible au Rwanda**

Jean-Pierre Chrétien

p. 56

**Une défaite de la pensée.
François Mitterrand
et le Rwanda (1990-1994).**

Stéphane Audoin-Rouzeau

p. 59

Une longue errance.

**La justice française et la
« complicité de génocide »
au Rwanda**

Joël Hubrecht

p. 65

**Le refoulé de l'histoire.
La politique mémorielle
d'Emmanuel Macron**

Emmanuel Laurentin

p. 77

**Ce sable sur lequel on bâtit.
La politique française
au Sahel**

Jean-Baptiste Jeangène

Vilmer, Denis Tull

et Thierry Vircoulon

p. 89

Varia

**Y a-t-il un avenir
pour l'Afghanistan ?**
Entretien avec Olivier Roy
p. 105

**Djihadisme et démocratie.
Pour une convention citoyenne
sur la violence politique**
*Loïc Le Pape, Pierre Puchot
et Fabien Truong*
p. 115

Gouverner le trottoir
Isabelle Baraud-Serfaty
p. 125

**À qui profite le crime ?
Insécurité et vote à l'élection
présidentielle de 2002**
Vincent Tiberj
p. 137

Cultures

Chroniques p. 146

Bernard Noël *in memoriam*
Philippe Ollé-Laprune

Retour à Rome
Cécilia Suzzoni

**« Raconter, c'est tromper
et réparer »**
*Entretien avec
Hamaguchi Ryusuke*

**La restauration
du *Retable d'Issenheim***
Hélène Mugnier

Recensions p. 164

UNE AUTRE CAMPAGNE

Par un hasard malencontreux du calendrier électoral, la France est en train de passer, sans transition ou presque, d'une crise sanitaire inédite à une saison d'élection présidentielle. Élection dont on sait le poids démesuré, dans la V^e République, sur la vie politique.

On aurait pu croire que la pandémie, en ébranlant toutes les dimensions de notre vie sociale, conduirait notre classe politique à reformuler en profondeur ses visions de l'avenir et ses priorités. Entre l'écologie, la santé, les inégalités sociales et le pacte entre les générations, en passant par l'avènement d'une société du tout numérique, les sujets qui appellent autant de nouveaux diagnostics que de nouvelles réponses ne manquent pas. En regard pourtant, voici que les candidats – déclarés ou présumés – nous parlent de « *sécurité, première des libertés* », de « *souveraineté juridique retrouvée* » en matière de frontières et de migrations, et de doublement du droit de vote pour les propriétaires de résidence secondaire aux municipales. Sans compter l'effet de parasitage, efficace puisque tous les médias en parlent, de polémiques aussi éphémères qu'indécentes, par exemple sur les prénoms des enfants français.

Les derniers dix-huit mois n'auraient-ils été qu'une parenthèse, à peine ouverte qu'aussitôt refermée ? Notre débat politique ressemble à ce personnage de Georges Simenon dans *Les Anneaux de Bicêtre*, le magnat de la presse René Maugras, qui se réveille paralysé sur un lit d'hôpital après un accident vasculaire cérébral. Entamant son examen de conscience, il se promet de changer radicalement son mode d'existence

s'il en réchappe. Mais cette promesse s'émousse à mesure qu'il se rétablit, et les dernières pages du roman le voient reprendre sa vie d'avant. La reconduction du même est une tendance lourde, dans l'existence individuelle comme dans la vie collective. Nous aimons à nous croire capables de changement, à un horizon qui ne nous engage finalement pas. Et même quand se produit l'« accident », la prise de conscience qui en résulte échoue trop souvent à se traduire dans la réalité.

La campagne de la présidentielle à peine entamée, voici que l'on juge déjà trop « radicaux » celles et ceux dont les propositions en matière de transformation sociale, parce qu'elles bousculent les habitudes héritées, l'opinion publique ou les institutions, ne seraient pas crédibles. En face, la responsabilité reprend le visage familier du « réalisme », seul à même d'intégrer les paramètres sociaux, économiques ou politiques dans un programme raisonnable et rassembleur. Mais est-il bien responsable ou réaliste aujourd'hui de ne pas s'attaquer, *radicalement*, au désastre écologique, alors que les rapports du GIEC enchaînent les constats et les prévisions de plus en plus alarmistes ? Aux inégalités de richesses et de développement, quand les risques sanitaires et environnementaux sont si mal répartis ? Il existe bien en ce moment, à gauche comme à droite, une prime aux extrêmes : discours décomplexés et déclarations à l'emporte-pièce alimentent un courant continu de commentaires et de *hashtags*. Mais c'est de provocation, de démagogie ou de clientélisme électoral qu'il s'agit, plus que de radicalité. On peine pendant ce temps à voir émerger les débats qui interrogeront, *à la racine*, les causes de la crise dont nous ne sommes pas encore sortis : nos modes de production et de consommation, nos façons d'habiter, de travailler ou d'organiser la solidarité. On se désolera ensuite de constater que les citoyens, les jeunes en particulier, votent de moins en moins.

Il ne s'agit pas de croire ou de faire croire ici que les solutions aux défis qui sont devant nous seraient univoques, ni qu'elles seraient déjà sur la table, portées par un ou une candidate en particulier. Sur tous ces sujets, il existe des réponses politiques distinctes, que la délibération démocratique doit permettre de préciser, et entre lesquelles il faudra trancher. Nous sommes en droit en revanche d'exiger que soient posées aux électeurs les bonnes questions. À défaut d'un autre monde, une autre campagne électorale est possible.

Esprit

À
PLUSIEURS
VOIX

BELMONDO, LE CARNAVAL À LUI TOUT SEUL

Olivier Mongin

Sacré Belmondo, on l'a beaucoup aimé avant de ne plus trop l'aimer. Pour beaucoup il y a deux Belmondo. Le premier, c'est celui d'*À bout de souffle* et de *Pierrot le fou*, le Belmondo version Godard qui voyait en lui un comédien digne de succéder à Michel Simon et à Jules Berry, le Belmondo dont François Truffaut disait qu'il était le plus grand comédien européen et qu'il pouvait jouer tous les rôles. Le second Belmondo, c'est celui qui pratique l'« échappement libre » (*Échappement libre* est le titre d'un film parodique où il retrouve Jean Seberg et s'envole pour Beyrouth), le Belmondo qui part à Rio ou en Chine pour sauver une fiancée ou pour échapper à la dépression. Ce Belmondo valse entre le réel et la fiction au rythme de scénarios qui lui correspondent à merveille. Belmondo est vite devenu Bebel, une bouille, un personnage truculent, un chahuteur, un aventurier, un casse-cou, un cascadeur, un séducteur impénitent. Là où Delon, le comparse et ami de *Borsalino* – qu'ils produisent ensemble – ne peut être que l'acteur Delon, la star qui ne cesse d'être

Delon, Bebel est un comédien qui joue « à la Belmondo » mille rôles sans se prendre pour l'acteur Belmondo. Là où on le voulait anarchiste, l'envers d'un bourgeois bien né, celui qui fait un bras d'honneur au jury d'un Conservatoire de théâtre alors très académique, Bebel invente un personnage de cirque dans les comédies de Philippe de Broca – dans *Cartouche*, un film de cape et d'épée, il incarne un gentil brigand épris de Claudia Cardinale –, ou qui se perd dans les invraisemblables sagas de Claude Lelouch, avant de devenir son propre producteur. Bebel suit un parcours fléché, celui de *L'Itinéraire d'un enfant gâté* (Lelouch), un enfant gâté dont le père est dans la vie un sculpteur membre de l'Académie des beaux-arts, un enfant gâté qui a reçu après sa mort les hommages de la République dans la cour des Invalides. Tel est le second Belmondo, celui qui fait la nique à son milieu et est orfèvre en plaisanteries graveleuses sur les plateaux, mais aussi celui qui serre dans ses bras les stars féminines, à l'instar d'une Ursula Andress que l'on croyait réservée à James Bond. À ce second Belmondo, fier de son succès, les critiques de cinéma nostalgiques de Pierrot le fou vont reprocher de chercher le grand public et les honneurs... et de brader sa carrière.

Un comédien biface

Ce scénario des deux Belmondo est pourtant contestable. C'est ne pas voir qu'il y a un seul Belmondo, un Scapin à la bouille de boxeur qui finira par remonter sur scène pour jouer le Kean de Sartre et le Cyrano de Rostand. Celui qui n'a pas pris le relais de Gabin avec lequel il délire dans *Un singe en hiver* n'est pas seulement l'artiste légendaire des années *vintage* qui découvrent la liberté sexuelle, les voitures décapotables et les voyages aux quatre coins du monde, les danses sud-américaines ; il symbolise une époque où l'on veut d'autant plus s'amuser que l'on sait que le monde ne va pas au mieux et a besoin de cacher ce qui va mal.

Belmondo, c'est le carnavalesque à l'état pur, le clown qui oscille entre la comédie et la tragédie. Il n'en finit pas de faire des pieds-de-nez à tout son monde de petits et grands bourgeois sans oublier que Pierrot le fou a vite fait de perdre la raison. Il veut aller de haut en bas et de bas en haut, il veut casser la baraque tout en conservant un large public. En bon comédien carnavalesque, notre Scapin est un Protée qui se métamorphose et change de costume ou de faciès à tout bout de champ, il peut se prendre pour un grand coquin ou un paumé, pour un malin ou pour un morfalou. Il n'y a pas deux Belmondo, mais un seul Belmondo, un comédien

biface qui avance sur la corde comme un funambule qui ne craint pas de se casser la figure. Flic ou voyou, voyou ou flic, il sait d'où il vient, il ne fait pas semblant de se prendre pour une petite frappe à la Depardieu. Belmondo est simultanément Pierrot le fou et Bebel, il peut se moquer de son monde de bourges mais il ne fait pas croire qu'il est un loubard.

Deux films mettent en scène ces deux Belmondo, ce sont *Stavisky* d'Alain Resnais et *Le Voleur* de Louis Malle. *Stavisky* repose sur un scénario projetant la lumière sur un financier qui se laisse prendre à son propre jeu, et se suicide après avoir provoqué un scandale historique. Dans *Le Voleur*, Belmondo joue Randal, un voleur auquel Georges Darien fait dire : « *Il y a des voleurs qui prennent des précautions pour ne pas abîmer les meubles. Moi, pas. Il y en a d'autres qui remettent tout en ordre après leur visite. Moi, jamais, Je fais un sale métier, mais j'ai une excuse : je le fais salement.* » Belmondo le fou aime pénétrer salement chez les siens pour casser les vitrines et éventrer les coffres-forts où ils planquent leurs trésors et leur argent.

Le rituel carnavalesque

Voilà tout Belmondo, un Pierrot le fou qui, pour ne pas sombrer dans le nihilisme, s'amuse à détrousser les bourgeois. Belmondo pratique le rituel carnavalesque à la perfection,

avec ses mimiques, sa langue ironique et une mobilité corporelle inouïe : un jour il est en haut, avec les patrons, un autre jour il est en bas, avec les petits, il fait riper le haut et le bas, le bourge et le malfrat. Mais il ne fait pas semblant de s'installer en bas, Pierrot le fou met le feu à l'intérieur, il ne fait pas croire qu'il a quitté son monde, celui dont il casse les décors et les prétentions. Voilà pourquoi on l'aime : un fils de famille qui aime faire l'imbécile et qui revient au bercail après avoir fait la fête. Pourquoi s'étonner alors que la République n'ait pas rechigné à vanter Belmondo et avec lui le monde du cinéma qui a, lui aussi, écrit l'histoire du xx^e siècle sur des écrans ? Il n'y a pas deux Belmondo, mais un seul, celui qui sait qu'il peut renverser les rôles et les tables, jouer l'envers et l'endroit, tout en sachant d'où il vient.

Il se jouait « à la française » de la tragédie du monde.

Belmondo aimait *Le Voleur* de Georges Darien ; *Voyage au bout de la nuit* de Céline était son autre livre de chevet. On raconte qu'il en a acheté les droits, qu'il voulait jouer Bardamu, que le populiste Michel Audiard devait rédiger les dialogues, et que Godard était pressenti pour la mise en scène. Vrai ou faux, cela ne s'est pas fait. Mais

il n'y a là rien de surprenant : l'enfant gâté par la vie et soucieux de son public avait dans la tête une image pas très *vintage* de notre histoire du xx^e siècle. S'il tourbillonnait avec sa bande du Conservatoire, avec les Marielle et les Rochefort, il ne résumait pas le monde à un spectacle futile, et il se jouait « à la française » de la tragédie du monde, celle dont les tranchées de 14 symbolisent le début du « voyage au bout de la nuit ». Il est donc bien ridicule d'ironiser sur la cérémonie des Invalides, puisque Belmondo avait cette capacité rabelaisienne et goulue d'associer Audiard et Godard, le maître du langage beauf et le prince cinéphile. Il vivait au rythme des contraires, la musique républicaine jouée en son honneur dans la cour des Invalides a sacrément dû le faire sourire.

Olivier Mongin

Ancien directeur de la rédaction d'*Esprit*, il est notamment l'auteur de *Visages de la France. Les acteurs, images d'une nation* (Bayard, 2018).

HIDALGO ET PÉCRESSE : LE TEMPS DES FEMMES EN HAUT DE LA RÉPUBLIQUE

Michel Marian

Dans une précampagne présidentielle marquée par le grand nombre des candidats à la candidature, la présence concomitante d'Anne Hidalgo et de Valérie Pécresse, qui visent à représenter les deux principaux partis de la V^e république, annonce un possible tournant dans l'histoire politique de notre pays. Elles ne sont pas les premières femmes à ce niveau, déjà atteint par Marine Le Pen et Ségolène Royal, personnalités pourtant trop singulières et trop isolées pour exprimer une avancée collective : Le Pen, fille de son père et cheffe d'un parti paria, Royal conjointe du premier secrétaire de son parti, et rejetée par les éléphants.

Une prime aux femmes dans l'air du temps

Car Hidalgo comme Pécresse ne sont pas marginales. L'une et l'autre sont entrées dans la carrière politique à la même date, en 1997, lors de la coha-

bitation et de ses vifs débats sur les trente-cinq heures ou la parité. Elles ont servi l'une dans le cabinet de Martine Aubry, l'autre à l'Élysée sous Jacques Chirac. Elles ont ensuite parcouru des *cursus honorum* différents, mais comparables. Leurs progressions sont parallèles aux transformations de la société, depuis la loi sur la parité jusqu'au mouvement *#MeToo*. Elles ont désormais le profil pour gagner, demain sinon aujourd'hui. Mais pourquoi pas aujourd'hui ?

On commence à entendre que le temps est venu de porter une femme à la tête de l'État. Leur ascension présage d'une normalisation à l'échelle européenne. Le succès de l'une ou l'autre rapprocherait en effet la France de l'Allemagne où, pour succéder à la chancelière, une candidate a été choisie par les Verts quand leurs chances de gagner paraissaient sérieuses. Le retard de la France sur l'Allemagne a tenu à une ancienneté et une systématité plus grande Outre-Rhin des choix de parité. Mais peut-être aussi au verrou symbolique de la V^e République qui, en joignant à l'onction électorale le bouton nucléaire, semble faire de la présidence une fonction essentiellement virile. Le handicap des femmes, au regard de cette image du pouvoir en France, serait-il en train de se transformer en avantage ? Il n'est pas impossible que la théorisation par Emmanuel Macron de la « verticalité du pouvoir » provoque,

en réaction, des envies de démentir cette loi salique qui ne dit pas son nom. Certains des atouts communs qui ont permis aux deux pré-candidates de figurer à ce stade de l'épreuve ont aussi à voir, indirectement, avec une image de féminité classique, assumée mais sans fracas ni surexposition.

Toutes deux ont mis en avant leur aptitude à faire fonctionner du collectif.

D'abord l'enracinement local, déjà caractéristique de Royal mais moqué à l'époque. Même si Péresse a été ministre et Hidalgo pas, leur principale expérience politique est la direction d'une collectivité territoriale, donc d'une équipe, jugée sur des services et des réalisations concrètes. A joué en leur faveur la proximité entre les attentes d'un retour au local et au concret et l'image de la femme efficace, au narcissisme plus discret que celui des politiques masculins, plus portée qu'eux à laisser de la place aux autres. Les deux pré-candidates ont souligné ces traits. Elles ont fait valider par les électeurs leur aptitude à produire une politique de service à portée plus large que le *care* en vogue à l'époque de Royal, qui restait lié à une image trop traditionnelle de la féminité. Le pari n'était pas gagné d'avance pour Hidalgo, qui a assumé

des choix controversés. Toutes deux ont mis en avant leur aptitude à faire fonctionner du collectif. Péresse de façon spectaculaire en faisant, dès le début de son second mandat, voter par sa majorité le programme que celle-ci mènera à bien, libérant sa présidente pour d'autres fonctions. Mais elle a paru bien seule quand elle a posé en compagnie des poids lourds de LR, tous masculins. Hidalgo va, quant à elle, montrer le poids réel des femmes dans sa direction de campagne.

La légitimation par le concret a sans doute été accrue par la gravité que la crise sanitaire a conférée soudainement à tous les choix politiques, et la sobriété à laquelle elle a contraint en émoissant les controverses, au moins dans l'arc républicain. Les autorités locales ont été à la fois obligées à une solidarité avec le gouvernement et fondées à demander des compétences accrues. Les patronnes de la capitale et de la première région de France, les plus visibles, ont bien tenu ces deux emplois. L'une comme l'autre captent donc un air du temps, fait de réticence vis-à-vis du jupitérisme, d'avancée du féminisme et de passage obligé par le local.

L'art politique du moment et l'usage des héritages

Mais elles ont aussi fait preuve d'une habileté personnelle, nécessaire dans une séquence où il a fallu savoir se déclarer au bon moment, et parler

de la bonne place. Pour la maire de Paris, le problème à résoudre était celui de la légitimité du PS à décider seul de présenter un candidat. Le bon moment pour Hidalgo a été ouvert, après le triomphe des écologistes aux municipales de 2020 (à l'exception de sa propre victoire à Paris), par la remontée des socialistes aux régionales de 2021. Qui était le seul leader socialiste capable d'attacher les écologistes à son char, tout en leur posant des lignes rouges, sinon elle-même ? S'est ajouté à cela le ralliement de Chantal Delga, brillamment réélue en Occitanie. Le regroupement des vainqueurs des urnes (gros par quelques autres maires de grandes villes) rendait inutile toute primaire commune avec le reste de la gauche.

Pour Pécresse, la difficulté vient de l'éclatement de son parti. Entre centristes (plus ou moins satellisés par Macron) et droitiers rêvant de rééditer le « siphonnage » de la moitié de l'électorat FN par Sarkozy en 2007. Et même entre structures de plus en plus scissipares. Elle a d'abord choisi sa place, à mi-distance du vieux parti et de ses transfuges. Elle a maintenu la région à droite sans besoin d'un retrait de la gauche ni d'une fusion avec LREM. Le moment a été celui, mi-juillet, où il est apparu que Xavier Bertrand, parti très tôt, ne conquerrait l'appui d'aucun des noyaux gaulliste, chiraquien, ni sarkozyste. La prési-

dente francilienne pouvait désormais capitaliser sur son respect des règles.

Mais en deçà des choix du présent, leurs héritages leur apportent une crédibilité élargie. Pour Hidalgo, le chemin à suivre a été ouvert par Martine Aubry, qui appela cette inspectrice du travail à son cabinet de ministre de l'Emploi. La référence à Aubry marque Hidalgo d'un triple sceau : authenticité de gauche, réalisme et ambition réformatrice. Son bilan à Paris est à l'image de celui d'Aubry au gouvernement : fort mais controversé. Et c'est Aubry qui dit le mieux du bien d'elle : *« Elle a des convictions et passe très vite des discours aux actes. »* Pour Pécresse, la référence première est Chirac, dans sa double dimension de réformateur libéral et d'humaniste social. À l'Élysée, elle s'est distinguée par sa capacité de travail et est devenue vite députée. Elle a été ministre sous Sarkozy (qu'elle a rejoint quand cela ne signifiait plus trahir Chirac, mais simplement préférer Sarkozy à Villepin). Avec sa loi sur l'autonomie des universités, elle s'est rendue très populaire auprès des présidents d'université, tout en ayant l'habileté de faire porter les tensions entre eux et l'État sur... Sarkozy. Elle a réussi à rester proche de tous, Chirac, Sarkozy, Fillon et Juppé. Mais toutes deux ont aussi montré dans leurs campagnes qu'elles pouvaient créer des divisions, et assumer le conflit.

Ironont-elles plus loin ? Elles peuvent rassembler leur camp sur leurs personnes, pas encore sur des programmes. Leur capacité à étendre leurs soutiens au-delà est limitée par la position centrale qu'occupe solidement Macron. Elles peuvent toutefois miser sur un climat qui pourrait être marqué par une dépression post-Merkel et un besoin de *leadership* féminin qui libérerait un privilège de sympathie pour elles. Il leur faudra ensuite « fendre l'armure », par exemple pour Hidalgo en montrant que le monde n'est pas noir et blanc comme pendant la guerre d'Espagne, ou pour Pécresse en sortant du style bonne élève, en partageant sa trajectoire de « *polytraumatisée* » du machisme pour éviter le sort de Hillary Clinton.

Elles se répartissent aujourd'hui une prime à la femme en politique, qu'elles seront peut-être amenées à se disputer demain. Au cours de la campagne, le féminisme peut aussi bien devenir un thème consensuel comme l'écologie, ou à l'inverse susciter des oppositions autour de la sortie du genre. Quoi qu'il arrive, elles auront marqué une avancée symbolique de la parité, voire sauvé en prime leurs partis.

Michel Marian

**Philosophe, il a récemment publié
L'Arménie et les Arméniens en 100 questions (Tallandier, 2021).**

LE POUVOIR DE RÉVOQUER LES ÉLUS

Pierre-Étienne Vandamme

L'insatisfaction d'une grande partie de la population à l'égard des partis et des élections n'implique pas nécessairement un rejet de la représentation. C'est du moins ce que révèlent un certain nombre d'études interrogeant les conceptions de la démocratie par les citoyens¹. Ce à quoi beaucoup aspirent, c'est à une représentation de meilleure qualité, qui soit plus en phase avec les aspirations légitimes de la population. Et parmi les sources de frustration que mettent en évidence ces études, on retrouve un sentiment assez répandu selon lequel les citoyens n'auraient pas suffisamment de contrôle sur leurs représentants².

Outre la demande classique d'une plus grande transparence, un mécanisme de contrôle des représentants qui est pratiqué dans beaucoup de pays – notamment Pérou, certains États des États-Unis, Japon, Pologne,

1 - Voir, par exemple, Mónica Ferrín et Hanspeter Kriesi (sous la dir. de), *How Europeans View and Evaluate Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

2 - Voir Camille Bedock, “Citizens' contrasting aspirations about their political system: Entrustment, participation, identification and control” [en ligne], *Frontiers in Political Science*, vol. 2, septembre 2020.

Colombie, Bolivie – mais peu connu en France, est la révocation, qui permet d'interrompre le mandat d'un élu avant son terme par le biais d'une collecte de signatures, puis éventuellement d'une votation populaire³.

Ce mécanisme, dont il existe une pluralité de variantes, date de la République romaine et a été notamment loué par Rousseau et Marx en leur temps. Alors que cette année marque les 150 ans de la Commune de Paris, beaucoup redécouvrent cet instrument démocratique qui, avec le mandat impératif, faisait partie des principes des communards et qui avait nourri en Marx l'espoir d'une représentation qui soit véritablement au service du peuple. Plus récemment, ce sont les Gilets jaunes qui l'ont remis au goût du jour. Il constitue en effet une variante du référendum d'initiative citoyenne (RIC), qui peut permettre autant de légiférer que d'annuler une loi ou de démettre un élu⁴. À chaque fois, la logique est la même : l'initiative vient des citoyens, *via* la collecte d'un nombre requis de signatures, et le dernier mot leur revient également, *via* une votation populaire (éventuellement avec un seuil de participation).

3 - Voir Yanina Welp et Laurence Whitehead (sous la dir. de), *The Politics of Recall Elections*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020.

4 - Voir Raul Magni-Berton et Clara Egger, *RIC. Le référendum d'initiative citoyenne expliqué à tous*, Limoges, FYP Éditions, 2019.

L'indépendance des représentants

Il est important de distinguer la révocation du mandat impératif, avec lequel elle est souvent confondue. Le mandat impératif stipule précisément ce qui est attendu de la personne élue, et celle-ci peut être révoquée si elle ne fait pas ce que ses électeurs attendent d'elle. Mais si le mandat impératif est impossible à institutionnaliser sans mécanisme de révocation, l'inverse n'est pas vrai. On peut institutionnaliser la révocation sans mandat impératif, si l'on considère qu'il est important que les élus jouissent d'une certaine liberté pendant la durée de leur mandat. C'est le cas, par exemple, lorsque le mécanisme de révocation ne peut être activé qu'en cas de faute professionnelle reconnue, comme au Parlement du Royaume-Uni depuis le Recall of MPs Act de 2015. C'est le cas également si les élus ont la liberté de se défendre, de justifier d'éventuelles déviations par rapport à leurs promesses, lorsqu'ils font face à une procédure de révocation.

Ce point est essentiel, car le mandat impératif est nettement moins attrayant que la révocation. Les élus ont effet besoin d'une certaine marge de manœuvre pour négocier des accords avec des partenaires de coalition ou dans le cadre de la concertation sociale, pour pouvoir agir sur la base de délibérations postérieures

à l'élection ou encore pour faire face à des changements de circonstances. S'ils étaient pieds et poings liés par leurs engagements électoraux, ils ne pourraient pas faire tout cela.

Plutôt qu'une suppression de l'indépendance des représentants, la question est plutôt celle du degré approprié d'indépendance dont ils devraient jouir à l'égard de leurs électeurs. Car cette indépendance est à double tranchant. C'est aussi ce qui leur permet de trahir certaines promesses et les rend vulnérables à l'influence des groupes de pression – donc ce qui corrompt le lien représentatif. Dans un monde où les inégalités d'influence sont extrêmement fortes, l'indépendance des représentants, bien que nécessaire, contribue à affaiblir la réactivité des élus par rapport aux demandes majoritaires.

Une conception moins élitiste de la représentation

La forte indépendance dont jouissent les élus est un trait caractéristique des gouvernements représentatifs modernes⁵. L'idée dominante chez les pères fondateurs était que les élections amèneraient au pouvoir des personnes se distinguant de la masse, mieux capables d'agir dans l'intérêt

de la nation. C'est en partie pour cela qu'on s'est assuré de préserver une indépendance forte pour les élus et qu'on a minimisé l'implication des citoyens entre les élections.

Aujourd'hui, un nombre croissant de citoyens rejettent cette conception élitiste de la représentation. La déférence vis-à-vis des élites n'étant plus la même, beaucoup souhaitent un accroissement de leurs opportunités de peser dans la prise de décision. De ce point de vue, la possibilité de contrôler davantage les représentants, de leur demander des comptes sans trop attendre et de manifester son mécontentement par voie institutionnelle possède certains attraits. Cela pourrait d'abord offrir une voie d'expression, un exutoire pour la frustration de nombreux citoyens. Cela pourrait également stimuler les échanges entre représentants et représentés. Faisant face à la menace permanente d'une révocation, les élus seraient en effet davantage incités à justifier leurs actions et inactions. Il leur incomberait de préserver le lien de confiance pour désamorcer les menaces de révocation.

Des effets pervers

Néanmoins, la révocation est loin d'être la solution miraculeuse aux tensions qui traversent les démocraties contemporaines. En témoigne l'examen de ses usages à travers le

5 - Voir Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif* [1995], Paris, Flammarion, 2012.

monde⁶. Le risque principal est que le mécanisme soit instrumentalisé par les mauvais perdants pour systématiquement contester les résultats des urnes, menant soit à la paralysie politique, soit à une logique de polarisation extrême, comme cela a pu être observé en Colombie ou au Pérou. Il arrive également que le mécanisme n'ait pas du tout l'effet attendu. On a déjà vu des présidents, comme Hugo Chávez en 2004, profiter d'une tentative avortée de révocation pour renforcer leur légitimité et leur pouvoir. Enfin, il ne faudrait pas non plus que la menace d'une révocation permanente accroisse encore davantage la pression au court-termisme affectant le monde politique. Au vu des enjeux de l'époque – crise environnementale au premier plan –, il est essentiel que les élus ne soient pas en campagne permanente et qu'ils osent entreprendre des actions qui ne porteraient leurs fruits qu'à long terme.

Un certain nombre de garde-fous peuvent être imaginés pour réduire ces risques d'effets pervers. Des seuils relativement exigeants de signatures à recueillir et de participation à la votation réduisent les risques d'un recours systématique à la procédure

par les mauvais perdants. Une interdiction d'engager une révocation pendant les deux premières années du mandat permet de donner davantage de temps aux élus pour faire leurs preuves. Une procédure d'audition publique peut permettre aux représentants visés de défendre leur bilan. Enfin, il est possible d'exiger que les initiatives de révocation soient dûment justifiées, en lien par exemple avec des promesses électorales ou des fautes déontologiques graves, et examinées par une institution indépendante, comme c'est le cas en Équateur.

**La révocation est
loin d'être la solution
miraculeuse aux
tensions qui traversent
les démocraties
contemporaines.**

Quoi qu'il en soit, c'est plutôt comme dernier recours, comme soupape de sécurité que la révocation est intéressante. Il ne faudrait pas qu'elle devienne la norme, réduisant encore davantage la durée moyenne des mandats, ni qu'elle devienne l'institutionnalisation de la défiance permanente, rendant les mandats politiques encore moins attrayants. Son introduction, cependant, aurait au moins une charge symbolique forte, invitant à reconsidérer le lien représentatif

6 - Voir Yanina Welp, "Recall referendum around the world: Origins, institutional designs and current debates", dans Laurence Morel et Matt Qvortrup (sous la dir. de), *The Routledge Handbook to Referendums and Direct Democracy*, Abingdon, Routledge, 2018, p. 451-463.

comme une relation de confiance devant être constamment préservée, par l'échange de demandes, de justifications et de contre-propositions. De ce point de vue, la disponibilité du mécanisme de révocation (plutôt que son usage intensif) serait de nature à réconcilier les citoyens avec la représentation électorale⁷.

Pierre-Étienne Vandamme

Chargé de recherche en théorie politique à l'Université libre de Bruxelles, il vient de publier *Démocratie et justice sociale* (Vrin, 2021).

QUE RESTE-T-IL DES INDIGNADOS?

Hedwig Marzolf

Dix ans ont passé depuis que les Indignés, à la suite d'une manifestation convoquée notamment par la plateforme ¡Democracia Real Ya! (Démocratie réelle maintenant!), occupèrent la Puerta del Sol à Madrid et y organisèrent, un mois durant, des assemblées – bientôt répliquées sur

d'autres places partout en Espagne –, où les participants débattaient de la politique. Or l'anniversaire de cette mobilisation dite du « 15M » (du 15 mai 2011, date de la manifestation), considérée par plusieurs sociologues comme l'un des événements les plus importants de l'histoire politique espagnole depuis la transition démocratique et que le philosophe Ernesto Castro désigne comme un « *mythe fondateur* », l'équivalent en Espagne de Mai 68 en France, se déroule dans un contexte des plus étranges.

La culture de la transition

D'abord, même si les Madrilènes ne sont plus confinés chez eux, les mesures sanitaires rendent unimaginable la foule participant à ces assemblées. Surtout, le mois de mai 2021 est marqué par la victoire écrasante du Parti populaire (PP) dans la région de Madrid, lors des élections anticipées qu'Isabel Ayuso, à la tête du Parti et déjà présidente du gouvernement régional, avait convoquées dans l'objectif – atteint – d'élargir sa majorité et de se passer de son associé, le parti de centre droit Ciudadanos, fer de lance avec Podemos de la « nouvelle politique » qui prétendait régénérer les pratiques politiques. De plus, ces élections se sont déroulées dans un climat de crispation et de polarisation, à l'opposé de la culture inclusive du 15M.

7 - Voir Pierre-Étienne Vandamme, "Can the recall improve electoral representation?" [en ligne], *Frontiers in Political Science*, vol. 2, septembre 2020.

esprit.presse.fr

Louis Andrieu
Une autre France

Jean-François Bouthors
Jean-Luc Nancy, cœur pensant

Johanna Lenne-Cornuez
De la non-mixité à l'égalité

Vincent Duclert
Le bacille de la peste ne meurt jamais

Véronique Nahoum-Grappe
Le grand confinement des Afghanes

Élise Domenach
*Cannes 2021 : Rêves d'une puissance invaincue
du cinéma*

Diane Roman
*Entre ordre public et protection de la santé,
le tour de passe-passe sanitaire*

François Bon
Rendez-vous en cyberspace (vidéo)



Directrice de la publication
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture : Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal septembre 2021 – Commission paritaire 0722 D 81899
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-186-8

n° 478, octobre 2021

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression : 2012.0147



Esprit est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérographie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).